

CHILI: EN LA INCERTIDUMBRE DEL «RECHAZO» - DANS L'INCERTITUDE DU «REJET»...

10 octobre 2022, Santiago de Chile,

Trois ans après les révoltes d'octobre 2019, le climat social et politique est submergé par l'incertitude, surtout depuis que la proposition de nouvelle constitution, icône du progressisme au niveau mondial, ne parvient pas à s'installer au Chili. Ainsi que nous en avons pris l'habitude, pour comprendre ces bizarreries de la politique, il suffit de regarder les chiffres. L'option «*Rechazo*» (1) a obtenu un 61,86% (7.882.958 votes), s'imposant contre le «*Apruebo*» qui a réuni 38,14% (4.860.093 votes). À la différence des élections antérieures (le plébiscite de 2020 et l'élection de l'Assemblée constituante en 2021), cette fois, le vote était obligatoire et les bureaux de vote avaient été déplacés, pour les rapprocher du domicile déclaré par les électeurs, afin de faciliter la participation au scrutin. Cette mesure a eu pour effet la hausse de la participation dans les villes, qui est passée de 50,98% à 85,81%, par rapport au premier plébiscite, quand le rejet n'avait obtenu que 1.634.506 votes.

Combien de raisons pourraient expliquer cette tendance au «*rejet*»? Sans doute le changement des conditions de vote a-t-il influé sur le résultat, dans le sens où l'obligation a convoqué 5.447.229 électeurs qui n'avaient pas participé en 2020. Dans les statistiques, on observe que le «*Rechazo*» a traversé les classes sociales comme les régions. C'est seulement à Santiago et à Valparaíso que les écarts ont été plus réduits, alors que dans les autres villes du pays, la différence a été beaucoup plus grande, y compris dans celles avec d'importantes populations indigènes, de même que dans les prisons. La seule exception a été le vote à l'étranger.

Qui aura lu l'intégralité du projet?

Devrions-nous considérer que c'est le contenu du texte constitutionnel qui a favorisé les résultats? En réalité, depuis la publication du projet avec 499 articles, le 14 mai 2022, et la proposition finale avec 388 articles, le 4 juillet, nous ne pourrions pas assurer qu'on a pris pleinement connaissance de la portée et des implications du document en quatre mois. En revanche, en termes médiatiques, la discussion sur des points précis a été confisquée par les médias de communication de masse, et tout particulièrement ceux en lien avec les nouveaux statuts juridiques des peuples indigènes dans le cadre de la plurinationalité, la restructuration du système législatif qui supprimait le Sénat pour installer un format où la Chambre des députés fonctionnerait conjointement avec les Chambres régionales; et les politiques que «*l'État de droit social et démocratique*» promouvrait dans certains domaines, comme le droit à l'avortement, les retraites, le logement, la démocratie paritaire et la reconnaissance des identités historiquement exclues.

Les conservateurs ont joué la carte des fake-news

Même si l'influence de l'agenda médiatique a été un facteur favorable au «*Rechazo*», on ne peut pas le considérer comme le facteur principal. Les millions de la campagne orchestrée par les partis conservateurs, les organisations nationalistes et les hommes d'affaires de droite représentent 89,5% du financement de la campagne électorale (870.000 €), selon les informations du *Service électoral*. Cette campagne, comme d'habitude à notre époque, s'est accompagnée de la prolifération de fausses nouvelles et d'images terrifiantes, décrivant un scénario apocalyptique en cas de victoire du «*Oui*», largement diffusées sur les réseaux sociaux (*Facebook*, *Google* et *Twitter*) comme sur la radio. Ces dernières années, les Églises évangéliques se sont emparées de nombreuses radios, un média qui conserve un rôle important dans des secteurs isolés du pays.

(1) «*Rechazo*» peut se traduire par «*Refus*» ou «*Rejet*», ce qui n'est pas tout à fait la même chose. J'ai fait alterner ces deux acceptions. Je laisserai aussi le mot dans la langue d'origine, tant il est aussi devenu un slogan au cours de la campagne électorale. (N.d.t.).

Alors, serait-ce un triomphe de la droite, dont la campagne a commencé bien avant que soit publiée la proposition constitutionnelle? Même si ce segment politique, associé à d'autres du «*centre*», a été celui qui a encouragé l'option du «*Rechazo*», il y a loin à lui attribuer la représentation des 61,86% qui ont voté pour cette option. En effet, les tendances politiques exprimées dans les révoltes d'octobre 2019 ne projetaient pas nécessairement la réforme politique de l'État au travers d'un processus constituant, mais plutôt une transformation radicale de la structure socio-économique, aspect qui, sous un certain angle, n'était pas exempt de l'individualisme promu et soutenu par la culture capitaliste-néolibérale durant les dernières décades.

Un projet boudé par les peuples indigènes

D'un autre côté, les sièges réservés aux peuples indigènes ne se sont pas traduits en un soutien transversal au nouveau texte, même si les critères de la plurinationalité en sont devenus un des aspects les plus pertinents. Certainement, cette problématique était-elle rampante depuis l'élection à la constituante, quand, sur un corps électoral de 1.200.000 personnes des peuples indigènes reconnus par l'État, seuls 260.000 ont voté pour un représentant de leur ethnie. Comme l'observe l'historien mapuche Sergio Caniuqueo, ceci est dû au fait que la représentation politique a évolué en une élite indigène éloignée des problèmes du quotidien et de certaines réalités d'où émergent des tendances conservatrices, comme l'irruption des Églises évangéliques et pentecôtistes, ou les liens qui se sont créés avec le peuple Mapuche au temps de Pinochet. En tout cas, une caractéristique fondamentale des peuples indigènes est leur diversité de perspectives. Un ami *diaguíta* (2) qui vit dans une région dévastée par la sécheresse m'indiquait qu'il ne faisait pas confiance au droit à l'eau garanti par l'État pour régler les problèmes d'approvisionnement dans sa vallée. Cela pour dire aussi que ce qu'ils souhaitent, ce n'est pas plus d'État, mais que les usages exagérés de l'industrie minière cessent une bonne fois pour que les rivières retrouvent leur cours, et apprendre par leurs propres moyens à affronter les adversités qu'ils rencontrent.

En ce sens, depuis la signature de «*l'Accord pour la Paix*» entre le gouvernement de Pinera et les partis politiques en novembre 2019, tout indique que le processus constituant, organisé par la classe politique était destiné à l'échec, indépendamment de son résultat. L'ascension de la social-démocratie au travers du gouvernement de Borie n'a pas contribué à améliorer les perspectives, bien au contraire: c'est ce président lui-même qui a indiqué que, si le «*Rechazo*» l'emportait, un nouveau processus l'emporterait. Certains analystes indiquaient également que la faible popularité de Borie avait affecté le résultat du plébiscite.

Pour l'extrême droite, la victoire de cette option devrait se traduire par le retour à la Constitution de 1980, fermant toute alternative à une nouvelle *Carta Magna*. Actuellement, des réunions se tiennent au Congrès pour impulser l'élaboration d'une nouvelle constitution, transformant la situation politique en un authentique labyrinthe. Alors que, d'un côté, le Congrès prend sa revanche en cherchant une meilleure représentativité dans ce processus, de l'autre côté, ces multiples réunions parallèles n'ont pour objectif unique que de définir les contours et les principes de la nouvelle proposition, au milieu desquels le droit de propriété et la liberté de religion.

Le problème devient complexe. Tout indique que si la classe politique détermine la modalité des réformes structurelles, les horizons de transformation seront rongés par l'usure et la crise sociale. Seule l'imagination de la révolte, libérée de toute illusion de conquérir le pouvoir politique, pourra ré-articuler la capacité créative des peuples qui luttent pour choisir leurs chemins en construisant des liens de solidarité et de fédération contre les forces oppressives du Capital et de ses gouvernements de la misère.

Diego MELLADO,
Grupo de Estudios Gómez Rojas,
www.grupogomezrojas.org.
Traduction: Nicolas - Groupe Gaston Leval.

(2) Le peuple *Diaguíta* est le troisième groupe indigène chilien, après les Mapuche et les Aymara, pour une population estimée à 88.000 personnes. (N.d.t.).